

[Texte]

coalition of 115 Canadian international development organizations involved in international development assistance and in development education in Canada. I know that the committee has been using the term "NGOs" repeatedly; we have constantly heard it and we are hearing it everywhere, but you will note in reading the brief from CCIC that we did not mention NGOs anywhere. One of the reasons is that everyone seems to have a different definition of NGOs and so we thought we would ignore it completely.

It seems to me that a few words on what we really do mean by NGOs, seeing as there is an NGO division at CIDA and we are all talking about them, might be in order. I would like to say that to us an NGO is a non-profit, voluntary organization with an elected board, which is accountable to a constituency, and that constituency can comprise volunteers, donors, members, supporters, news-letter subscribers—some kind of a network that is identifiable, but it has to be identified. An NGO then is non-profit and linked in one way or another to the Canadian public. That is the point we wanted to make about NGOs.

The Chairman: Could I just interrupt for a moment, please? You are on a topic dear to our hearts. Would you add to your definition that the organization has to be active outside Canada?

Ms Scholzberg-Gray: No. Many of the members of CCIC in fact only work in Canada, trying to sensitize Canadians—

The Chairman: Educational component.

Ms Scholzberg-Gray: —to the issue of, yes, international development. In fact a lot of development education agencies belong and they are all NGOs.

The Chairman: All right. I thought I would try it on.

Ms Scholzberg-Gray: That really leads me to the next comment. We are not going to repeat orally the things that are in our brief, but since an NGO is linked to the Canadian public, we would like to talk about the importance of finding a way to bring international development assistance programs to the Canadian public. This is obviously through strong development education programs in Canada. We specifically want to bring to your attention our recommendations with respect to development education; that is, with respect to multi-year funding for organizations that do development education and also with respect to increasing the amount of the ODA program going to development education, so that development education programs comprise 1% of that budget.

We know that there is a good base on which to build in this area in Canada, because of the reaction of Canadians to the famine and frankly the reaction of Canadians to issues in South Africa. However, it seems to me we have to build on that and use expanded development education programs, which are long-term incidentally, long-term in the way that development assistance itself is long-term. We therefore have to monitor them in a long-term way.

[Traduction]

coalition nationale regroupant 115 organisations bénévoles de coopération internationale, engagées dans l'aide au développement international outre-mer et l'éducation au développement au Canada. Je sais que le Comité emploie fréquemment le terme de «ONG»; il est employé couramment partout mais vous remarquerez qu'il n'apparaît nulle part dans le mémoire du CCCI. La raison pour laquelle nous ne l'utilisons pas, est que tout le monde semble en donner une définition différente et c'est pourquoi nous avons décidé de l'ignorer complètement.

Il me semble que quelques mots s'imposent sur ce que nous entendons réellement par «ONG», sachant qu'il existe une division des ONG à l'ACDI et que tout le monde emploie ce terme. Pour nous, une ONG est une organisation bénévole à but non lucratif ayant un conseil d'administration élu, rendant des comptes à sa base, que celle-ci soit constituée de bénévoles, de donateurs, de membres, d'abonnés à un bulletin, c'est-à-dire à une sorte de réseau identifiable et identifié. Une ONG, en ce sens, est une association à but non lucratif liée d'une façon ou d'une autre au public canadien. Voilà ce que nous voulions dire au sujet des ONG.

Le président: Puis-je vous interrompre quelques instants, s'il vous plaît? Vous abordez là un sujet qui nous est cher. Voudriez-vous ajouter à votre définition le fait que l'organisation doit être active à l'étranger?

Mme Scholzberg-Gray: Non. Un grand nombre des membres du CCCI oeuvrent exclusivement au Canada, cherchant à sensibiliser les Canadiens...

Le président: La composante éducative.

Mme Scholzberg-Gray: ... au problème du développement international. De fait, il existe un grand nombre d'organismes qui se vouent à l'éducation en matière de développement et toutes sont des ONG.

Le président: Très bien. J'ai voulu tenter ce coup de sonde.

Mme Scholzberg-Gray: Cela me conduit au point suivant. Nous n'allons pas répéter tout ce qui se trouve dans notre mémoire mais, puisqu'une ONG est liée par définition au public canadien, je voudrais vous faire comprendre combien il est important de familiariser le public canadien avec les programmes d'aide au développement international. Il faut, évidemment, mettre l'accent pour cela sur les programmes d'éducation. Nous voulons particulièrement attirer votre attention sur nos recommandations à cet égard, à savoir la nécessité d'un financement pluriannuel accordé aux organisations qui s'occupent de sensibiliser le public et accroître la proportion du programme d'aide publique au développement consacrée à l'éducation en matière de développement, de façon à porter cette proportion à 1 p. 100 du budget.

Nous savons que le terrain au Canada est bien préparé pour une telle action, il suffit de voir quelle a été la réaction des Canadiens à la famine et à la situation en Afrique du Sud. Cependant, il me semble que nous pouvons construire encore davantage sur cette base en mettant en oeuvre des programmes d'éducation au développement plus poussés, des programmes qui soient à long terme, de la même façon que l'aide au développement elle-même est à long terme.